

## LÉGITIMISME ET PAPAUTÉ

*Voici quelques passages sans concessions sur des événements et des hommes qui nous importent au plus haut point par un observateur de l'époque, attentif, compétent et lucide.*

**Sur la noblesse,**

Page 16 : Le gouvernement malaisant de M. Thiers venait d'être renversé le 24 mai 1873 par un vote de l'Assemblée nationale. Le petit homme funeste, en qui se sont incarnées au XIX<sup>e</sup> siècle, toutes les malices, et toutes les impuissances de **la caste bourgeoise cette victorieuse et profiteuse de la Révolution**, fut remplacé au sommet du pouvoir par le maréchal de Mac-Mahon, qui sembla, dès l'abord, donner de grandes espérances au monde propre. M. Louis Veuillot, qui s'exaltait très facilement en faveur des individus, salua son avènement par une trouvaille qui fit fortune et ne contribua pas peu à la popularité du Maréchal à son début. Il déclara que ce guerrier avait droit au titre de "duc de Reichoffen" autant qu'à celui de "duc de Magenta". Je dirai plus tard qu'une courte expérience de l'homme modifia du tout au tout les opinions du grand polémiste à son sujet. Cependant, comme **Mac-Mahon était parvenu au pouvoir par les royalistes et rien que par les royalistes**, il ne pouvait faire autrement que paraître favoriser leurs projets de restauration.

Mais, pour qui savait regarder de près et n'être point dupe des apparences, il sembla manifester qu'il s'appropriait à jouer à son profit le même jeu que M. Thiers en 1871. Au lieu de choisir ses conseillers et ses ministres parmi les vainqueurs, il s'en fit les chercher dans le monde à côté, ce monde hybride des intrigants et métèques, ducs et marquis de hasard ou d'occasion, qui s'étant ajoutés les oripeaux des Grands de l'ancien régime, s'appliquent à en copier les modes et les allures. Ils ne réussissent guère qu'à en singer **l'impertinence hautaine**, laquelle n'a sa grâce qu'à la condition d'être assaisonnée de beaucoup d'esprit, condiment dont ils sont généralement dépourvus.

Duc de Broglie, descendant en ligne droite d'un roué du Régent, fils du ministre marron de Louis-Philippe et petit-fils de la juive Mme de Staël<sup>2</sup>, digne représentant de ces mulâtres méditerranéens qui s'abattent périodiquement sur la riche France en vue de l'exploiter, uniquement préoccupés de **drainer son or et d'usurper sa noblesse**.

Duc d'Audiffret-Pasquier, mâtiné de parisien frondeur et de parlementaire brouillon, le tout augmenté de pédantisme littéraire et d'insolence patricienne mal digérée.

Duc Decazes, fils de ce révolutionnaire qui devint en 1815 le premier ministre de Louis XVIII, chevalier Kadosch, trahissant presque ouvertement son maître qui d'ailleurs prenait plaisir lui-même à trahir la monarchie. Le fils, Kadosch également, avait hérité tous les instincts scélérats du père, mais avait dissipé sa grosse fortune. Il la refit en cinq années d'exercice du pouvoir.

N'oublions pas dans la collection le vicomte de Meaux, homme fort mais d'aspect, dont le principal mérite fut d'avoir épousé la fille de Montalembert et qui se vantait à tout bout de champ de cette particularité. On en avait fait un ministre du Commerce et Pailleron n'a pas eu besoin de le caricaturer pour faire de son personnage un des types les plus amusants de sa jolie comédie "Le monde où l'on s'ennuie".

Le secrétaire-général de la présidence était vicomte Emmanuel d'Harcourt, *ejusdem farinae* que les précédents, mais alors dans le prestige de sa jeunesse et de sa jolie tournure. M. d'Harcourt était plus et mieux que le secrétaire du maréchal, c'était son second dans les circonstances ordinaires et son premier dans les circonstances difficiles, et elles l'étaient presque toutes aux yeux de l'homme de guerre qui n'était au fait de rien en politique et avait assumé, par ambition vaniteuse, une charge au-dessus de ses moyens intellectuels. Il le consultait sur les questions d'étiquette, sur les réponses qu'il devait faire aux ambassadeurs, même sur ses petites affaires de ménage, car quoique naturellement ostentateur, M. le duc de Magenta savait fort bien qu'un écu vaut cent sous et n'entendait point qu'un seul fût dépensé en pure perte.

La malignité publique s'exerça longtemps au sujet des fonctions de confident intime attribuées au vicomte Emmanuel d'Harcourt et les anecdotes pleuvaient.

Tout ce **monde trompe-l'œil**, toujours inquiet de se draper dans un ample manteau de **respectabilité** à l'abri duquel il espère **commettre les pires vilénies** sans que cela transparaisse aux yeux du public, **professant la doctrine libérale parce que le libéralisme permet d'exercer l'autorité avec tyrannie** quand on est au pouvoir et vous rend intéressant quand on est dans l'opposition, tout ce monde que les royalistes traditionnels, quand il en existait encore, avaient démasqué depuis longtemps et flétri du nom de centre-droit, succédait naturellement, au centre-gauche qui avait fleuri sous M. Thiers. C'était deux têtes sous le même bonnet, deux musiciens jouant le même air, mais chacun ayant la prétention de le jouer mieux. Encore une fois, la France n'avait fait que changer de francs-maçons ou de juifs, ce qui est la même chose, les premiers n'étant que les pionniers et les rabatteurs des seconds, et notre nation restant toujours la proie de leur voracité.

Nous ne nous trompions point sur leurs tendances. Mais le troupeau bêlant des conservateurs applaudissait à tout rompre, et nous étions obligés de suivre parce que l'opinion publique devint unanime et il y avait intérêt pour le succès définitif de la cause à ne point nous singulariser.

Page 31 et 32 : Le second travers de Mlle Élise Veuillot consistait en un **respect exagéré**, non exempt de jalousie, **de la noblesse** et même **des apparences de la noblesse** (*Encore plus vrai à notre époque. Les trois quart des gens portant une particule sont de faux nobles. Souvent ce sont les héritiers de révolutionnaires qui ayant volés les châteaux, deux générations après se sont voulus nobles et sachant qu'il n'en coûtait que dix ans de sourire et 500 cartes de visite trompaient tout le monde*). Elle le partageait avec ses deux frères Louis et Eugène. Il semble que ce soit là une fatalité de nature des plébéiens arrivés par la force de leur talent et leur volonté, à une situation prépondérante et qui mettent avec ostentation à leurs boutonnières les prétendus sabots qu'ils chaussaient en débarquant à Paris.

<sup>1</sup> **ÉCRIT EN 1891.** Son descendant actuel est l'époux de la Princesse de Broglie et membre du Jockey Club. Ce livre sera prochainement disponible aux Ed. Saint-Rémi. Les passages que nous citons ne donnent qu'un petit aspect de l'intérêt du livre.

<sup>2</sup> C'est une croyance commune que Necker était d'origine juive ! Ses descendants s'en sont toujours défendus.

...L'aspect de M. Louis Veullot (*Rappelons que Louis Veullot était marié à la nièce de Mgr Gaume*) ne rappelait que de fort loin les caricatures physiques et morales sous lesquelles ses peu scrupuleux ennemis se plaisaient à le présenter au public. Assurément il était laid, de la laideur du paysan mal dégrossi, et de corpulence vulgaire, je veux dire gros, assez court, des épaules de bœuf, des pieds et des mains de marcheur et de travailleur. Sa figure était affreusement grêlée, mais les traits apparaissaient réguliers quand on les détaillait, chose malaisée, car on n'apercevait guère que deux yeux extraordinairement petits où brillait une flamme perpétuelle qui subjuguait l'interlocuteur. M. Louis Veullot me garda plus d'une heure près de lui, me posant avec une discrétion parfaite des questions auxquelles je répondis sans doute à sa satisfaction, puisqu'il termina en m'assurant qu'il se chargeait de mon avenir dans la presse. Pour l'instant, les cadres de son journal étaient comblés et inextensibles, mais il m'y réservait une bonne place, aussitôt que se produirait une vacance. En attendant, il irait incessamment solliciter ses amis de *l'Union* de faire pour moi ce qu'il était contraint de différer.

Dans le courant de la conversation, je remarquai, comme chez sa sœur, sa propension à admirer et à envier la noblesse, mais sa disposition d'esprit à cet égard était purement instinctive, car il ne connaissait l'aristocratie que par ouï dire, quoiqu'il y fréquentât beaucoup et partout sur le pied de l'égalité. Il admettait comme grands seigneurs authentiques les **usurpateurs éhontés, souvent frais émoulus du ghetto, qui s'ornaient de particules et de titres ronflants**, et c'était sans doute la **morgue hautaine** de ces **parvenus** qui l'avait indisposé contre les vrais aristocrates. Quand je lui répondis que **la noblesse française n'était plus qu'un chaos inextricable de faussaires** et qu'il faudrait dix d'Hozier attelés à la charrue pour distraire le bon grain de l'ivraie, je parus lui enseigner une chose nouvelle. Quand je lui dis que les Broglie n'étaient que des étrangers n'ayant avec la tradition française que des attaches factices et sans racines avec notre vieille histoire, il n'en revint pas tout d'abord. Après réflexion il me donna entièrement raison et sembla "boire du lait", car il haïssait ferme le duc de ce nom dont les intrigues malsaines ont compromis peut-être à tout jamais l'avenir de notre nation.

### Au sujet du comte de Chambord

Page 19 : ... Cette opinion estima que la restauration était virtuellement faite et sa poussée fut si forte que les ministres hybrides dont je viens d'esquisser les silhouettes ne pouvaient s'empêcher de diriger leurs barques dans le sillage.

Mais il leur coûtait, d'une part, de lâcher la présidence de l'assiette au beurre, et, ils craignaient non sans raison, que l'on restreignit leur portion dans la monarchie restaurée ; d'autre part, ils étaient **d'essence révolutionnaire** et ils avaient **horreur d'un retour aux vieilles traditions**. Pour parer à ce double inconvénient ils intriguèrent et intriguèrent, semant de **chasse-trapes** le chemin par où devait passer pour monter sur le trône le petit-fils de Charles X, soulevant incidents sur incidents, provoquant l'équivoque, enfin retardant, le plus possible, l'heure où ils seraient obligés de s'exécuter. Suivant l'expression de l'un d'eux, ils se résignaient à ramener le roi, "ficelé comme un saucisson".

Le comte de Chambord, **dont les partisans exagéraient l'intelligence**, en possédait cependant assez pour s'apercevoir des divers manèges de ses adversaires hypocrites ; mais il estimait sans doute qu'il lui suffirait de détenir le pouvoir pour déchirer comme toile d'araignée le filet où l'on cherchait d'avance à l'envelopper. Il préparait dans l'exil son gouvernement et j'ai le regret de dire que ces conceptions ne différassent guère de celles qui ont formé les programmes de tous nos chefs d'état de hasard, depuis 1789. C'était toujours la Constitution de l'an VIII, avec sa centralisation omnipotente, les départements qui sont une injure à la géographie et à l'ethnologie, avec leurs cortèges de préfets, de sous-préfets et autres tyranneaux administratifs ; la Justice vassale, avec ses juges nommés par le pouvoir et réduits à la portion congrue, l'Eglise concordataire et dépendante de l'autorité civile, etc. En un mot, **Henri V ne semblait point envisager son règne futur autrement que comme la continuation de celui de Napoléon III et de Louis-Philippe, avec cette seule amélioration que la reprise de la pièce serait jouée par de meilleurs acteurs, du moins plus honnêtes**. Il ne semblait pas se douter que l'on reconnaît un bon gouvernement non pas à la qualité ni même à la capacité des personnages qui sont au timon, mais à sa force de résistance intrinsèque, force qui tient un compte médiocre des hommes. Quand on parcourt la liste des rois de France, on est étonné de n'y rencontrer, pour ainsi dire, aucun homme de génie et presque tous furent cependant de bons monarques, preuve évidente que les institutions portaient les hommes et n'étaient point portées par eux. Puisque le comte de Chambord prétendait reprendre l'histoire "au point où elle avait été abandonnée en 1789", il aurait dû tenir compte de ces vérités élémentaires et essentielles.

Quoi qu'il en soit de ces critiques, d'ailleurs hypothétiques, il avait chargé tous ses représentants des diverses régions de la France de lui choisir les préfets, les sous-préfets, les magistrats et autres fonctionnaires qui leur paraîtraient les plus aptes à le seconder.

Je me souviens que le préfet de Carcassonne devait être un M. Delpèch que je connaissais. A moi on réservait, paraît-il, une petite sous-préfecture des Basses ou Hautes-Alpes et quand on m'informa des vues qu'on avait sur moi pour cette mirifique situation, on ne négligea point de me faire observer combien le roi était bon et à quel point je serais ingrat si je ne lui gardais dans mon cœur une **reconnaissance éternelle**. Déjà, à Toulouse, à l'occasion d'un article que j'avais publié dans *l'Echo de la Province*, le 30 juin 1870, à propos de la naissance de don Jaime, fils de don Carlos, le prince m'avait fait transmettre un **compliment** par M. Gabriel du Bourg, et le dit M. du Bourg, en s'acquittant de la commission, m'avait fait comprendre que ce compliment était **un des points culminants de mon existence**.

C'est avec de pareilles **CALEMBREDAINES** que la légitimité a nourri ses serviteurs militants, l'espace d'un demi-siècle, et telle était la profondeur de dévouement de beaucoup d'entre eux que la plupart s'en contentaient.

Pour moi, qui fus toujours désintéressé, je trouvais cependant que c'était **viande creuse** et je résolus d'aller chercher une nourriture plus substantielle à Paris, au risque même de compromettre ma destinée. Paris, après tout, c'est le centre du travail vraiment utile, et la source des faveurs de la fortune. Au pis aller, puisque la Restauration était chose désormais certaine, ma sous-préfecture de Castellane ou de Sisteron me trouverait aussi facilement à Paris qu'à Narbonne. Je tirai donc ma révérence à la métropole du vin.

J'avais assez bien calculé mon temps pour arriver dans la capitale à l'heure propice, au moment même de l'exaltation des lys, de la proclamation de Henri V, roi de France et de Navarre. Comment en douter encore ? Le prince se tenait en France, à Versailles même, où il séjournait dans un demi-incognito. Il logeait chez M. Henri de Vanssay et chaque matin, un capucin se rendait à l'hôtel de Vanssay pour dire la messe à Monseigneur. Monseigneur claudiquait dans les rues de la

ville royale tous les jours de 8 à 9 et, dans l'après-midi, ses fidèles, parmi lesquels un assez grand nombre de députés, remplissaient ses appartements.

Ceci tout le monde le savait et le gouvernement décidé, en apparence, à avaler la pilule, n'en prenait point ombrage.

...L'opposition républicaine était muette et les ministres libéraux étaient consentants. Le chef de l'Exécutif n'avait qu'à ouvrir la porte déjà entrebâillée de la royauté pour recueillir de ce geste facile et peu dangereux, tous les bénéfices d'honneurs et de titres en résultant.

La cérémonie était fixée à la fin d'octobre et, pour que nul n'en ignorât, on avait déjà frappé à la Monnaie des médailles commémoratives du grand fait, voire des pièces d'or et d'argent à l'effigie de Henri V. Ces pièces font la joie des numismates et valent un prix fou.

Le roi devait se présenter à la porte de l'Assemblée nationale et monter à la tribune. Tous les députés et assistants des tribunes auraient crié "Vive le Roi !" Le roi aurait déclaré qu'il prenait en main les rênes du gouvernement et qu'il maintenait tous les gens en place, et c'était fait. La monarchie était restaurée. Le monde entier criait *amen* ! et l'opération se terminait sans secousse et sans douleur.

On ne demandait au roi, comme cérémonie préalable, qu'une toute petite proclamation où il se serait expliqué sur la couleur de son drapeau.

C'était là le piège suprême préparé par la séquelle du centre-droit, ces gens qui se croient habiles. Parce qu'ils sont experts à donner le croc-en-jambe aux personnes habituées à marcher droit ; éternels pharisiens qui s'étudient à poser des questions captieuses en vue de provoquer les réponses embarrassées de leurs interlocuteurs qu'ils considèrent tous comme des accusés, et à les faire trébucher dans un traquenard judiciaire.

Il est vrai qu'on est souvent libre de ne point leur répondre ou de le faire sur un ton méprisant. Mais les intrigants de 1873 avaient si bien pris leurs mesures que le comte de Chambord ne crut pouvoir se dispenser à satisfaire à la question. Il le fit dans ce style lapidaire qu'il avait peut-être le tort d'affectionner et qui aurait gagné à se montrer sinon plus naturel, du moins plus à la portée des mortels. En fait, il paraphrasait, en y insistant, sa déclaration du 8 juillet, de la même année : "Le drapeau blanc a flotté sur mon berceau, je veux qu'il ombrage ma tombe".

Ce document fut publié dans *l'Union* portant la date du 31 octobre 1873 et sa lecture produisit dans le monde légitimiste la **stupeur** qu'on peut facilement imaginer. Il convient d'ajouter que l'ahurissement ne fut pas moindre dans les autres partis, principalement dans le monde républicain qui avait fait son deuil de la réalisation de ses programmes jugés dès lors inapplicables à la France, et où chacun s'arrangeait à tirer un profit quelconque du nouvel état de choses, quitte à recommencer contre Henri V la conspiration révolutionnaire menée cinquante ans auparavant contre Charles X.

L'opposition que les républicains menaient la veille encore contre la restauration monarchique n'était, depuis plusieurs mois, qu'une opposition de principe destinée à sauver la face dans le présent et à réserver l'avenir, si possible. Je ne veux en citer qu'un exemple : *le Rappel*, fondé pour chanter la gloire de Victor Hugo, et qui passait pour le plus radical des journaux démocrates, comptait au nombre de ses rédacteurs un nommé Blum, juif engagé pour avoir de l'esprit et qui en vendait du grinçant et du faux pimpant comme on est accoutumé dans les douze tribus. Blum ne tarissait donc point de plaisanteries sur le sujet de l'ancien régime, du règne des curés, des billets de confession et autres calembredaines, et il ne négligeait jamais d'écrire roy par un y. Mais ce bon juif, pour se délasser de ses clowneries obligatoires et un peu gratuites, jouait à la Bourse comme un sourd et il estimait que le bon filon était la hausse, le retour du monarque devant ramener la confiance dans le public et, par voie de conséquence, provoquer le relèvement de nos fonds publics. Il avait donc engagé la forte somme sur la proclamation de Henri V, persuadé que la monarchie, si elle soufflait sur ses rêveries démocratiques, contribuerait du moins à constituer sa fortune, ce qui lui paraissait une compensation fort appréciable.

Le raisonnement de Blum était juste. La restauration de la monarchie aurait provoqué la hausse de la rente ; le renversement subit de la combinaison provoqua la forte baisse, plus d'un franc dans la séance du lendemain. Blum perdit au lieu de gagner et beaucoup de ses pareils furent également effondrés. Si la lettre de Henri V à M. Chesnelong consterna les partisans de la légitimité, elle détermina de la part des joueurs de Bourse de l'espèce de Blum une explosion de fureur, car ces gens-là ne savaient pas perdre avec grâce. Le plus piquant c'est que Blum fut obligé de danser la danse du triomphe devant les lecteurs du *Rappel*. Dieu ! quelles grimaces ! combien grotesques et combien odieuses.

La question de savoir si le comte de Chambord fut heureusement inspiré en lançant sa fameuse lettre du 31 octobre a été longtemps et souvent controversée, elle l'est encore pour les historiens. Je ne me crois pas le droit et ne me reconnais pas les lumières nécessaires pour la résoudre et je ne veux pas la discuter ici ! J'y reviendrai sans doute quand je parlerai de la mort du roi *in partibus*, survenue en 1883, et aussi d'une audience que j'obtins du pape Léon XIII en 1891 et où il fut question du personnage<sup>3</sup>.

Je dois noter cependant, dès maintenant, que jamais coup de théâtre n'a été plus inattendu dans l'histoire des partis.

<sup>3</sup> Voici le passage (page 195) où l'auteur fait part du jugement de Léon XIII, jugement que semble avoir partagé Pie IX :  
Il ne fut pas seulement question des vivants, mais aussi des morts. Le nom du comte de Chambord ayant été prononcé, **Léon XIII** se leva comme mû par un ressort, le visage enflammé de colère, et proféra cette terrible sentence :

**"Votre comte de Chambord était une canaille ...une affreuse canaille ! "**

Mon cœur eut un soubresaut qui dut se traduire sur ma contenance, car aussitôt mon interlocuteur chercha à atténuer la dureté du jugement en m'expliquant que ce personnage s'était dérobé au devoir que peut-être Dieu lui avait confié, en invoquant des motifs puérils, et en écrivant des lettres emphatiques et pseudo-lapidaires ; qu'en un mot il avait résisté à la grâce. Je savais que Léon XIII n'avait jamais aimé le fils du duc de Berry et j'attribuais son antipathie à son tempérament libéral qui lui faisait reporter sur les princes d'Orléans ce qui lui restait de foi monarchique. Je savais, par exemple, qu'après son élévation sur la chaire de Saint-Pierre, le Prétendant lui ayant envoyé une lettre de félicitations et d'adhésion signée simplement "Henri", le nouveau pape avait plus simplement encore, fait transmettre un accus de réception très sec, mais je n'aurais pas supposé que sa répugnance fût poussée à ce degré.

Personnellement j'étais revenu depuis longtemps de la vénération presque idolâtrique que j'avais professée envers celui pour lequel j'ai sacrifié ma jeunesse et compromis toute mon existence. La parole de Léon XIII me plongea dans de nouvelles réflexions, et c'est après les avoir entendues que j'ai étudié plus attentivement l'homme, après tout énigmatique et de bonne foi toujours possible, **qui a dupé**, peut-être sans le vouloir expressément, **trois générations de fidèles**.

Je ne connais que deux hommes que la publication de la lettre ne surprit point : le roi don François d'Assise et le pape **Pie IX**. Le mari *in partibus* aussi de la reine Isabelle d'Espagne avait pratiqué son cousin et riait sous cape des espérances un peu bruyantes des royalistes français : "Je ne sais comment il s'y prendra pour ne pas régner, disait-il à ses familiers de Saint-Mandé, mais je sais bien qu'il s'y prendra de telle manière qu'il y aura impossibilité à le couronner". Quant à Pie IX qui appréciait les sentiments religieux du descendant de saint Louis, il tenait sur son compte un langage presque identique. Après tout, le pape, outre ses lumières surnaturelles, possède, de par sa fonction même des secrets d'Etat inconnus des autres mortels et qui lui permettent d'en inférer des déductions d'ordre naturel et surtout moral.

On sait quel était **l'entêtement** presque enfantin du comte de Chambord qu'il prenait pour de l'opiniâtreté de bon aloi et que ses fâcheux courtisans traitaient de fermeté vraiment royale. Quand il eut conçu sa lettre du 31 octobre, il daigna prendre l'avis de quelques intimes qui étaient habitués à dire *amen* ! à chacune de ses volontés et qu'il ne consulta jamais que pour se couvrir au besoin de leur approbation. Seul, le vieux journaliste Laurentie, alors âgé de 80 ans, opposa à la publication une objection d'opportunité. Il fut même fort énergique. Ce vieux routier de la politique royaliste avait parfaitement deviné le piège tendu par la faction d'Orléans et il démontra péremptoirement que le roi tombant assez sottement dans leurs filets allait suicider la Monarchie. Henri V demeura inébranlable en excipant sa dignité qui, d'après lui, devait passer avant toute autre considération, même celle de l'intérêt public. C'est avec des raisonnements de cette force que l'antique chevalerie a perdu maintes batailles, notamment celles de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt. De plus, Laurentie était, avant tout, journaliste, et il voyait bien que son journal, œuvre de soixante ans de travail et constituant le plus clair de son bien, allait périliciter par suite de la publication de l'intempestive lettre...

Page 48 : **L'incapacité et le manque de courage** du petit-fils n'étaient pas moindre que ceux du grand-père...

Page 49 : Tel qu'il était, et sans d'ailleurs avoir jamais versé un sou à la caisse, ce qui constituait sa supériorité sur les banquiers juifs qui en exigent pour leur argent, l'incapable Dreux-Brézé exerçant sur tous les journalistes royalistes une dictature qui voulait être hautaine mais restait purement odieuse. Avec cela des prétentions littéraires dont un livre qu'il a publié après la mort du comte de Chambord donne la mesure. Dreux-Brézé cherche à établir que son roi a désiré régner, contrairement au bruit qui a couru qu'il a voulu simplement **passer sa vie en qualité d'éternel Prétendant pour jouir de toutes les prérogatives d'un roi in partibus, sans en assumer les charges** ; en un mot qu'il a coulé une existence de **parfait égoïste abusant du dévouement d'autrui**, réclamant de ses adhérents des sacrifices au-dessus de leurs forces mais ne sacrifiant lui-même ni un coup de fourchette à table ni un coup de fusil à la chasse. Dreux-Brézé défend son maître comme Sosie l'Amphitryon où l'on a dîné, et c'est tout ce que l'on peut dire à la louange d'un livre qui espérait fixer un point d'histoire et qui n'a pas même réussi à l'embrouiller.

Peu de choses à dire de M. Henri de Vanssay. Il avait à son actif d'avoir hébergé le comte de Chambord dans son hôtel de Versailles<sup>4</sup>, en 1873, alors que l'Assemblée nationale semblait disposée à lui rendre la couronne qu'il repoussa, la trouvant trop lourde. Vanssay resta très fier de cette préférence que le roi lui avait accordée sur Dreux-Brézé et sur Blacas. Il crut dès lors posséder l'entière confiance du maître, et s'en targua un peu trop haut, car Blacas, expert comme le fondateur de sa dynastie, dans l'art de donner des crocs-en-jambe aux concurrents dangereux, le renversa en 1881 et lui fit même interdire l'entrée de Frohsdorf<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> M. de Vanssay occupait le premier et le deuxième étages de l'immeuble 5, rue Saint-Louis. Au troisième, habitait Mlle de Colleville, qui s'abstint toujours de paraître au cours du séjour royal.

<sup>5</sup> Sans m'écarter du sujet, qu'il me soit permis d'évoquer ici d'autres souvenirs familiaux, ceux de mon aïeul maternel, le baron Albert de la Ferrière, membre du comité royaliste de Versailles pour le comte de Chambord.

Son grand-père la Ferrière, futur inspecteur-général de la Marine et chevalier de la Légion d'honneur, avait pris part à l'insurrection de Toulon, et à la proclamation de Louis XVII. Condamné à mort, hors-la-loi durant huit mois, puis amnistié, il avait reçu la croix de Saint-Louis, sous la Restauration, en récompense de sa fidélité.

Les convictions de M. de la Ferrière étaient donc, en le voit, puisées à bonne source, et total son dévouement à la cause, mais on demeure confondu, lorsque, avec le recul, on juge les conspirateurs de 1873. Car on conspirait, et ce comité versaillais de dix-neuf membres, composé, en général, de brave gens ne doutait pas qu'il risquait, au moins, un séjour forcé sur la paille humide des cachots républicains.

De temps à autre les délégués transmettaient la bonne parole de "Monseigneur". On adressait périodiquement à ce dernier des protestations de loyalisme et certains faisaient le voyage de Frohsdorf. En fait on frondait le pouvoir, comme, trois ans auparavant, on boudait l'Empire. C'est ainsi, par exemple, que sur les lettres il était de mode de coller l'effigie postale de la République la tête à l'envers. Cela signifiait que la République soit renversée.

On assistait à des réunions, ordinaires ou extraordinaires, et si elles avaient lieu le soir, on s'armait pour s'y rendre. Outre une solide canne à épée Albert de la Ferrière emportait, aux conciliabules nocturnes, une énorme bague métallique à tête de diable en relief dont le coup devait être désagréable à recevoir. Parfois la police faisait aux membres du Comité l'honneur de les faire discrètement accompagner par un agent en bourgeois. «C'est encore à ce gredin de X que je dois cela, constatait au retour le baron de la Ferrière, car le comité de Versailles comprenait bien entendu, dans son sein, un "observateur" du ministère de l'intérieur. J'insisterai sur le personnage car il offre une étonnante particularité. Son fils et son petit-fils furent chassés, de l'Action française à ses débuts pour semblable curiosité intempestive et un article paru dans la *Revue des Deux Mondes*, il y a une trentaine d'années, nous révèle que la génération précédente espionnait les émigrés de Coblenz pour le compte de la Convention. Quels secrets ou quelle chaîne d'infamie ont pu lier ainsi une famille pendant un siècle et plus ?

Le baron de la Ferrière était donc parfaitement au courant de l'équipée du comte de Chambord à l'hôtel Vanssay en octobre 1873. De la documentation qui peut subsister j'extrais cette note, facile à dater :

A Monsieur de la Ferrière,

*Je viens de voir le prince qui m'a prié de vous communiquer ceci :*

*Le prince veut ou désire que le banquier (allemand) vienne chez lui demain à 3 heures - ou le prince se rendra chez lui - ils se rendront au syndicat. En route le prince dira à votre homme les noms en question. Si ces noms conviennent on ira à la Session - là votre homme discutera de suite - et terminera pour sûr - c'est un moyen terme - un ultimatum. Si vous ne ne comprenez pas je vous expliquerai verbalement mieux. - A vous.*

Il espérait prendre une éclatante revanche quand le Prétendant mourut et cet événement, supprimant les camarillas, coupa court à toutes les compétitions. Vanssay, désireux quand même de prendre sa revanche, offrit ses services au comte de Paris, défendant les droits de la branche d'Orléans dans la *Gazette de France* où l'on insérait ses articles filandreux qui prétendaient faire la pige aux journalistes de métier et aux écrivains de vocation.

Le comte de Blacas se croyait l'aigle du trio. Je ne sais si celui que j'ai connu à *l'Union* et à la tête du parti légitimiste à Paris était fils ou petit-fils du triste favori de Louis XVIII<sup>6</sup>. Comme disait la chanson :

Damas, Brancas et Blacas  
De loin semblent un brelan d'as.  
Quand on les regarde de près,  
Ce n'est qu'un brelan de valets.

Je sais seulement qu'il était cadet, et que son frère aîné, le duc, passait pour un *minus habens*, tenu à l'écart de tout. Il avait d'ailleurs tous les défauts du fondateur de sa dynastie et semblait même les avoir rétrécis à sa taille qui était petite. Aussi intéressé et aussi ombrageux, il aurait été également volontiers intrigant.

Je ne me dissimule point qu'en peignant le parti légitimiste et son journal officiel *l'Union*, tel qu'il était vers la fin de la vie du comte de Chambord, je démonétise une **LÉGENDE** à laquelle on avait imposé le cours forcé, même du vivant des acteurs ; légende qui leur a survécu comme le chiendent dans les bonnes terres, et dont le rappel fait encore, de nos jours, verser des larmes d'attendrissement aux vieilles douairières.

Je ne me défendrai pas en disant que j'ai payé très cher pour m'instruire et que je me rembourse sur la bête. On attribuerait ces pages à des pensées de rancune qui sont aussi loin de mon âme que de mon tempérament qui incline toujours et partout mon jugement à une extrême indulgence ou nonchalance, comme on voudra. Je ne m'excuse pas non plus en invoquant ce prétexte qu'on ne doit aux morts que la vérité, maxime excessive parce qu'ils ont droit aussi à une part de charité. En outre, quoique la vérité historique soit essentielle au bon ordre public et à la conscience des générations qui se succèdent, il s'est glissé tant **d'erreurs** dans le récit des temps passés, tant de **calomnies** et aussi tant de **fausses gloires**, qu'une de plus, une de moins, ne tirerait peut-être pas à grosse conséquence, considéré surtout que le parti royaliste, tel que le concevaient mes contemporains n'a plus aucune raison d'être.

J'écris ces **dures vérités** simplement pour apprendre aux jeunes que les causes n'ont pas seulement besoin d'être bonnes par elles-mêmes, qu'il faut aussi qu'elles soient soutenues par des combattants appropriés à leur excellence, c'est-à-dire irréprochables autant qu'il soit donné à la nature humaine.

Cette vieille vadrouille de Neychens qui avait alors un demi-siècle de pratique du parti et du journalisme royaliste eut conscience de l'inutilité de nos efforts quand il me dit un jour :

«Nous ne réussissons jamais et nous ne pouvons pas réussir ; **Dieu nous a définitivement rejetés parce que nous sommes tous tarés, du plus petit au plus grand**. Dieu exigeait pour cette œuvre des *virī probi ac dicendi periti* ; quel est, parmi nous, le *vir bonus* ? quel est même le *dicendi peritus* ? Je n'en ai pas rencontré un seul depuis 1829 et, avant moi, c'était pire. Je suis venu à eux à vingt ans, espérant y faire mon salut. Grâce à eux et à leurs exemples, j'ai consumé ma vie dans la débauche la plus crapuleuse».

La force de la cause légitimiste était pourtant prodigieuse. Comme toutes les révolutions, celle de 1830 fut l'œuvre d'une infime minorité de bandits, soudoyés par la secte, et la capitulation inexplicable du pouvoir en face de l'émeute prouve que le doigt de Dieu fut là, que **l'antique famille des Capétiens avait besoin d'une nouvelle humiliation pour courber sa superbe et la convaincre que les villes sont mal gardées, même par les sentinelles les plus vigilantes, quand l'ange du Seigneur ne veille pas aussi**.

Réduite à l'état de parti aussitôt après le coup de foudre, examinons quelle fut la puissance de la cause sous le règne de Louis-Philippe, sous la Deuxième République et sous Napoléon III. Sur ce point toute considération philosophique et toute déduction qu'on s'efforcerait d'en tirer seraient vaines. Nul ne peut connaître les consciences de ses contemporains, à plus forte raison le secret des cœurs des générations mortes.

Mais nous avons, à notre époque, un critérium qui autorise tout au moins des conclusions probables.

Ce critérium c'est la presse et le nombre de ses lecteurs ou plutôt de ses abonnés, car alors la vente au numéro n'existait pour ainsi dire pas, et quiconque voulait lire son journal devait s'y abonner et consentir d'avance à cet effet d'importants sacrifices, car la souscription était uniformément de 80 francs par an. Or *l'Union* et la *Gazette de France* tablaient à eux deux sur 35 000 abonnés. Les journaux de province qui marchaient à leur remorque, et il y en avait dans toutes les villes, écrémaient tous les lecteurs de leurs départements. Tous ces abonnés ne donnaient pas seulement leur argent ; ils **sacrifiaient aussi leur tranquillité** car le pouvoir établi ne négligeait aucune occasion de les molester et ils renonçaient, par le fait même, à tout espoir à faire valoir leur intelligence et celle de leurs enfants. Les journaux officieux seuls, soit sous la monarchie de Juillet *le Constitutionnel* et *le Journal des Débats*, et sous le Second Empire le même *Constitutionnel* et *Le Pays* de Granier de Cassagnac, dépassaient en nombre d'abonnés celui des journaux royalistes. Mais ces abonnés étaient presque tous fonctionnaires, c'est-à-dire des esclaves obligés, pour vivre, d'arborer la cocarde du maître.

---

C'est avec de pareilles **puérilités** que l'on **amusait** les fidèles d'une cause à laquelle ils se donnaient par point d'honneur et en laquelle ils croyaient par mysticisme religieux ; en tous cas pour laquelle ils risquaient leur tranquillité présente et compromettaient leur avenir.

En 1880, lors des fameux Décrets, ce qui restait encore de traditionalistes en France occupant un emploi public se rua pour démissionner en manière de protestation. Au lieu de leur ordonner de rester pour maintenir leur bonne influence et de ne pas laisser la place aux adversaires, le comte de Chambord encouragea bruyamment cette désertion ! A chaque nouveau départ une belle lettre de Frohsdorf félicitait le guillotiné par persuasion. C'est ainsi qu'Albert de la Ferrière, par l'entremise de son ami Franchet d'Espérey, président du comité de Versailles, fit adresser la formule habituelle à son cousin-germain Lucien de la Ferrière, jeune avocat général à Rouen, dont la carrière offrait déjà plus que des promesses.

Nobles dévouements, après tout, que l'on aurait tort de railler car ils montrent le culte de l'idéal désintéressé toujours vivace en France. Mais que penser de ceux qui, de gaieté de cœur, à l'abri, ou s'y croyant, des vicissitudes de la fortune, **abusaient** les fidèles et encourageaient le Prétendant dans une **politique meurtrière pour le parti et néfaste pour le pays** ?

<sup>6</sup> Stanislas de Blacas (1818-1887) était fils du ministre.

Mettons en regard des fidèles de Henri V, ceux de la Révolution proprement dite. Sous Louis-Philippe, et tant que dura ce régime de corruption et de hontes nationales, la dite Révolution ne put mettre debout à Paris que deux journaux presque viables, *la Réforme* et *le National*. Elle trouva pour les rédiger des écrivains de grand mérite, tels qu'Armand Marrast et Godefroid Cavaignac, et ces deux journaux n'ont jamais réuni à eux deux plus de 6000 abonnés - 4000 au National et 2.000 à la Réforme. Sur ces 6000 partisans, pas plus de 1500 à Paris. Les organes révolutionnaires étaient très clairsemés en province et généralement sans valeur aucune.

C'est cette **pincée de sectaires**, faisant à peine tache dans l'ensemble de la nation, qui a réussi à fomenter la révolution de 1848, laquelle a ébranlé le monde. On leur reproche d'avoir appelé à la rescousse tous les échappés des bagnes, les repris de justice et autres forcenés sans feu ni lieu. Possible. Lucien de la Hodde qui a joué sous tous les règnes le rôle déshonorant d'espion et d'agent provocateur et qui a laissé de ses malpropretés une confession fort bien faite, donne à ce sujet des renseignements très édifiants. Qu'est-ce que cela prouve ? Que **les révolutions sont toujours le fait d'une minorité des spéculateurs s'appuyant sur une armée de bandits**. Cela, on le sait depuis toujours et, plus particulièrement depuis la prise de la Bastille et depuis le Dix-Août. Mais cela prouve aussi que 6.000 républicains, dont beaucoup sans grande conviction, ont atteint le but que visaient aussi 35.000 royalistes dévoués à leur cause corps et âme : le renversement du gouvernement de Juillet.

Pareil parallélisme s'établirait facilement à propos des fauteurs du coup d'état du 2 décembre 1851 et des profiteurs des défaites de 1870, le 4 septembre de cette année-là.

D'une part détermination, coup d'œil, choix exact de l'heure propice, audace dans l'exécution de quelques factieux décidés à réussir ; d'autre part **inactivité, passivité** d'une masse formidable de partisans dont le **courage est latent** et qui n'attendent que le mot d'ordre pour marcher en exposant leurs biens et leurs vies.

Si le mot d'ordre ne fut jamais donné, c'est qu'il y eut forcément **veulerie** ou **trahison** de la part des chefs. Cette conclusion s'imposera fatalement à l'Histoire, comme elle demandera peut-être s'il y eut **dans la protestation à prétentions lapidaires du Prétendant autre chose que redondance stérile ou hypocrisie raffinée**<sup>7</sup>.

### Au sujet du Ralliement

Page 200 (*1883 mort du comte de Chambord, 1890 politique du ralliement. Ceci explique cela*) :

...Léon XIII, par son initiative hardie, a démontré que les concessions, non point à la révolution, mais aux agents souvent inconscients de la révolution, étaient souvent frappées de caducité, comme tous les arrangements qu'on a essayé de passer avec les adeptes du Coran.

On peut dire qu'il est allé aux extrêmes limites des tentatives de paix. Désormais il ne s'agit plus de lutte entre la république et la monarchie ; deux camps seuls subsistent, celui des catholiques et celui des révolutionnaires, **les fidèles de l'évangile et le sectateurs du Talmud** avec leurs complices. Toutes les espérances sont permises et toutes les solutions sont à prévoir.

Si les hommes du gouvernement de Carnot dissimulaient leurs vrais sentiments à l'égard de la promulgation semi-officielle des directions pontificales, par contre, les orléanistes furent atterrés.

Doit-on dire la présomption, doit-on dire l'outrecuidance, de ces messieurs fut toujours sans borne. Plus dépourvus de religion que nombre de révolutionnaires chez qui la négation la plus audacieuse n'est souvent qu'un masque de la foi refoulée au fond de l'âme car on ne blasphème point un Dieu auquel on ne croit pas ils s'imaginaient qu'il suffisait de quelques affirmations de principe pour duper les dépositaires de la religion. Ils s'imaginaient qu'il leur suffisait de promettre leur appui à l'Eglise, promesse que d'ailleurs ils n'auraient pas tenue, pour déterminer l'Eglise à maintenir ses forces à leur disposition. Ils furent atterrés et surtout étonnés d'apprendre que leurs intrigues étaient percées à jour et qu'ils n'avaient pas à compter sur les concours du chef de l'Eglise qui ne comptait pas du tout sur le leur. Ils semblaient s'être complus à exaspérer Léon XIII par des actes qui prouvaient au moins l'extrême maladresse de ces retors qui confondent, sans s'en douter, impudence et diplomatie et pensent que de banales excuses font pardonner toutes leurs fautes.

**IL FUT ÉVIDENT AUX YEUX DE TOUS QUE LA STRATÉGIE POLITICO-RELIGIEUSE DE LÉON XIII ÉTAIT DIRIGÉE PRINCIPALEMENT CONTRE LES ORLÉANISTES.** Et ceux qui savaient comme moi-même que ce pape était monté sur le trône le cœur plein de bonnes dispositions à leur égard, même du temps du comte de Chambord, en témoignèrent quelque surprise. Ils auraient été moins surpris s'ils avaient réfléchi que leurs princes avaient tout fait pour mettre en défiance contre eux le père des fidèles et pour ulcérer son cœur de pasteur (Ici Paul de Lamase fait notamment allusion aux divers mariages princiers de la famille d'Orléans où ne furent points tenus les engagements pris solennellement vis-à-vis du Saint-Siège).

---

<sup>7</sup> L'auteur soulève la survivance de Louis XVII. Elle ne nous paraît pas complètement évidente et surtout nous ne comprenons pas pourquoi le comte de Chambord n'en n'a pas parlé ouvertement. Ce n'était pas le moment ? Alors pourquoi faire croire à trois générations qu'il était un Prétendant ? N'était-ce pas aussi le sentiment de Pie IX et de Léon XIII ?